

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 1993 fixant la réglementation générale relative à l'octroi d'autorisations et d'agrèments par la « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap »;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 28 mars 2012;

Vu l'avis 51 339/1 du Conseil d'Etat, donné le jeudi 24 mai 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'alinéa deux de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 1993 fixant la réglementation générale relative à l'octroi d'autorisations et d'agrèments par la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", le mot "deux" est chaque fois remplacé par le mot "trois".

**Art. 2.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. L'agrément est octroyé pour une durée indéterminée. La décision mentionne la date de début de l'agrément.

Par dérogation à l'alinéa premier, un agrément pour une période d'un an au minimum et cinq ans au maximum est octroyé aux nouvelles structures.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'agence peut transformer un agrément à durée indéterminée en un agrément à durée déterminée, lorsque des mesures accompagnatrices sont imposées en application de l'article 56, § 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 février 2011 relatif aux conditions générales d'agrément et à la gestion de la qualité des structures d'accueil, de traitement et d'accompagnement des personnes handicapées. Cet agrément à durée déterminée s'élève à un an au minimum et cinq ans au maximum.

La décision motivée d'accorder ou de refuser l'agrément est notifiée au demandeur, avant la fin du mois suivant le mois de la décision.».

**Art. 3.** L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Les structures avec un agrément à durée déterminée introduisent auprès de l'agence une demande de prolongation de l'agrément ensemble avec les documents et renseignements requis, au plus tard six mois avant l'expiration de la période d'agrément courant.

Si une modification de l'agrément est demandée, la demande doit être introduite auprès de l'agence, ensemble avec les documents et renseignements requis, six mois avant la modification prévue.

En cas de modification de l'agrément en exécution de la zone de politique d'expansion, déterminée en application des dispositions du titre II, chapitre VIII de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 mars 2006 relatif à la régie de l'aide et de l'assistance à l'intégration sociale de personnes handicapées et à l'agrément et le subventionnement d'une " Vlaams Platform van verenigingen van personen met een handicap " (Plate-forme flamande d'associations de personnes handicapées), les structures introduisent la demande de modification de l'agrément auprès de l'agence, ensemble avec les documents requis, dans les deux mois suivant la demande de l'agence.

**Art. 4.** A l'article 25 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 17 décembre 1996 et 22 juin 1999, il est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les agréments qui expirent après le 1<sup>er</sup> juillet 2012 ont un agrément à durée indéterminée ayant le 1<sup>er</sup> juillet 2012 comme date de début. » .

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

**Art. 6.** Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1998

[2012/203762]

#### 28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 instaurant un régime de prime à l'herbe

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003, l'article 68, § 1<sup>er</sup>, point b;

Vu le Règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, les articles 37 et 45;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, remplacé par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 instaurant un régime de prime à l'herbe;

Vu la notification à la Commission européenne intervenue les 26 juillet 2011 et 8 septembre 2011 conformément à l'article 50, § 3, du Règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs (ci-après le Règlement (CE) n° 1120/2009);

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 16 février 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 décembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 2012;

Vu l'avis 50.995/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre en compte les prairies temporaires pour l'attribution de la prime, d'en élargir l'accès aux secteurs ovin et caprin, ainsi que de comptabiliser la franchise pour les quotas laitiers dans le calcul du respect de la quantité de référence laitière vu la disparition des quotas au 1<sup>er</sup> avril 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 instaurant un régime de prime à l'herbe, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup>, est complété par un quatrième tiret, rédigé comme suit :

« ovins et caprins de plus de 6 mois = 0,15 UGB »;

2<sup>o</sup> un 7<sup>o</sup>, rédigé comme suit, est ajouté :

« 7<sup>o</sup> prairie temporaire : culture pure de graminées ou une association de graminées et légumineuses pluriannuelles cultivée pour être pâturée, fanée ou ensilée, et occupant dans la rotation une sole de durée variable. »

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même arrêté, les mots "pâturages permanents" sont chaque fois remplacés par les mots "prairies permanentes et/ou prairies temporaires".

**Art. 3.** A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le 4<sup>o</sup>, les mots "pâturages permanents" sont remplacés par les mots "prairies permanentes et/ou temporaires";

2<sup>o</sup> dans le 5<sup>o</sup>, les mots "1 UGB" sont remplacés par les mots "0,6 UGB";

3<sup>o</sup> le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« ne pas enregistrer de dépassement de la quantité de référence laitière (franchise y comprise) pour les livraisons corrigées de l'année précédente. »

**Art. 4.** Dans le même arrêté, les mots "(CE) n° 796/2004" sont chaque fois remplacés par les mots "(CE) n° 1122/2009".

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1998

[2012/203762]

### 28. JUNI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 zur Einführung einer Grünlandprämie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006 und (EG) Nr. 378/2007 und der Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003, Artikel 68 § 1 Punkt b;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1120/2009 der Kommission vom 29. Oktober 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß Titel III der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, Artikel 37 und 45;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, Artikel 3 § 1 1<sup>o</sup>, ersetzt durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 zur Einführung einer Grünlandprämie;

Aufgrund der Mitteilung an die Europäische Kommission vom 26. Juli 2011 und vom 8. September 2011 gemäß Artikel 50 § 3 der Verordnung (EG) Nr. 1120/2009 der Kommission vom 29. Oktober 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß Titel III der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe (nachstehend die Verordnung (EG) Nr. 1120/2009);

Aufgrund der am 16. Februar 2012 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 19. Dezember 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Januar 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. März 2012 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 50.995/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance, der Modulation und des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der in dieser Verordnung vorgesehenen Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe sowie der Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance im Rahmen der für den Weinsektor vorgesehenen Stützungsregelung;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Wechselwiesen für die Zuteilung der Prämie zu berücksichtigen, den Zugang zur Prämie auf den Sektor der Schafe und Ziegen auszudehnen, sowie den Freibetrag für die Milchquoten unter Beachtung der Referenzmenge Milch zu berücksichtigen, da die Quoten zum 1. April 2015 nicht mehr bestehen werden;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 zur Einführung einer Grünlandprämie wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 4° wird durch einen vierten Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Schafe oder Ziegen von mehr als 6 Monaten = 0,15 GVE»;

2° ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«7° Zeitweiliges Grünland: reiner Grasbestand oder eine Verbindung von mehrjährigen Gräsern und Leguminosen, die angebaut werden, um beweidet oder zu Heu oder Ensilage verarbeitet zu werden, und die in der Rotation einen Schlag mit wechselnder Dauer einnehmen.»

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Dauerweiden" jeweils durch den Wortlaut "Dauerwiesen und/oder Wechselwiesen" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 4 des genannten Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Punkt 4° wird der Wortlaut "Dauerweiden" durch den Wortlaut "Dauerwiesen und/oder Wechselwiesen" ersetzt;

2° in Punkt 5° wird der Wortlaut "1 GVE" durch den Wortlaut "0,6 GVE" ersetzt;

3° der Punkt 7° wird durch Folgendes ersetzt:

«die Überschreitung der Referenzmenge Milch (einschließlich Freimenge) für die korrigierten Lieferungen des vorangegangenen Jahres nicht registrieren.»

**Art. 4** - In dem genannten Erlass wird der Wortlaut "(EG) Nr. 796/2004" jeweils durch den Wortlaut "(EG) Nr. 1122/2009" ersetzt.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2012 wirksam.

**Art. 6** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1998

[2012/203762]

**28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot instelling van een graspremieregeling**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003, inzonderheid op artikel 68, § 1, punt b;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1120/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij titel III van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, artikelen 37 en 45;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup>, vervangen bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot instelling van een graspremieregeling;

Gelet op de kennisgeving aan de Europese Commissie gedaan op 26 juli 2011 en 8 september 2011 overeenkomstig artikel 50, § 3, van Verordening (EG) nr. 1120/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij titel III van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers (hierna Verordening (EG) nr. 1120/2009);

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 16 februari 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 december 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 januari 2012;

Gelet op het advies 50.995/4 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

Overwegende dat het noodzakelijk is tijdelijk grasland in aanmerking te nemen voor de toekenning van de premie, de toegang tot de premie uit te breiden tot de sectoren van de schaa- en geitachtigen alsook de vrijdom voor melkquota in de berekening op te nemen met inachtneming van de melkreferentiehoeveelheid daar de quota zullen verdwijnen op 1 april 2015;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot instelling van een graspremieregeling worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> punt 4<sup>o</sup> wordt aangevuld met een vierde streepje, luidend als volgt :

« schaa- en geitachtigen van meer dan 6 maanden = 0,15 UGB »;

2<sup>o</sup> er wordt een punt 7<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

« 7<sup>o</sup> tijdelijk grasland : zuivere teelt van graminea of vereniging van meerjarige graminea en leguminosen die geteelt worden om geweid, gehooïd of ingekuïld te worden en die in de wisselbouw een slag van variabele duur in gebruik nemen. »

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "blijvend grasland" telkens vervangen door de woorden "blijvend en/of tijdelijk grasland".

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> onder punt 4<sup>o</sup> worden de woorden "blijvend grasland" vervangen door de woorden "blijvend en/of tijdelijk grasland";

2<sup>o</sup> onder punt 5<sup>o</sup> wordt "1 UGB" vervangen door "0,6 UGB";

3<sup>o</sup> punt 7<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« geen overschrijding van de melkreferentiehoeveelheid (vrijdom inbegrepen) registreren voor de rechtgezette leveringen van het vorige jaar. »

**Art. 4.** In hetzelfde besluit worden de woorden "(EG) nr. 796/2004" telkens vervangen door de woorden "(EG) nr. 1122/2009".

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

**Art. 6.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,  
Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO